

# **PRESENTATION TECHNIQUE**

## **ANNEXE AU CCTP**



**Opération : Démolition des bâtiments P1 et P3 – Université de Picardie Jules Vernes (UPJV)**

**Maître d'ouvrage : ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche – Région Académique des Hauts-de-France – Service de région académique de la politique immobilière (SRAPI) – 144 rue de Bavay – BP709 – 59033 Lille Cedex**

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>GÉNÉRALITÉS</b>	<b>4</b>
1.1	Préambule	4
1.2	Localisation et adresse du site	4
1.3	Identification du maître d'ouvrage	4
1.4	Identification du maître d'œuvre	4
1.5	Identification du CSPS	4
1.6	Condition de réalisation des études	5
1.6.1	Documents fournis par le maître d'ouvrage	5
1.6.2	Audit in situ	5
1.6.3	Réserve(s)	5
1.6.4	Informations relatives aux quantités estimées	5
1.7	Rappel réglementaire	5
<b>2</b>	<b>PRÉSENTATION DU SITE</b>	<b>6</b>
2.1	Identification des bâtiments	6
2.2	Présentation du Bâtiment P1 et P3	7
2.2.1	Dimensions principales du bâtiment P1	7
2.2.2	Photographies du bâtiment P1	7
2.2.3	Dimensions principales du bâtiment P3	8
2.2.4	Photographies du bâtiment P3	8
2.2.5	État général des bâtiments	9
2.2.6	Description de l'environnement	9
2.2.7	Principes structurels des bâtiments	10
<b>3</b>	<b>ÉTUDES HISTORIQUES ET CONSULTATION DES BASES DE DONNÉES</b>	<b>11</b>
3.1	Études historiques	11
3.2	Consultation du site Géorisques	14
3.2.1	Risque pollution	14
3.2.2	Risques géologiques	14
3.3	Synthèse :	15
<b>4</b>	<b>ANALYSE ET SYNTHÈSE DES AUTRES DOCUMENTS FOURNIS</b>	<b>16</b>
4.1	Diagnostic faune et flore	16
4.2	Diagnostic PEMD	16
4.3	Diagnostic termites	16
4.4	Servitudes et actes notariés	16
4.5	Permis de démolition	16
4.6	Besoin complémentaire pour les études	16
4.7	Risque pyrotechnique (découverte de munitions non explosées)	17
<b>5</b>	<b>DESCRIPTIONS DES RÉSEAUX EXTERNES MIS EN ÉVIDENCE</b>	<b>20</b>
5.1	Réalisation de la Déclaration de Travaux (DT)	20
5.2	RAPPEL : Autorisation d'intervention à proximité des réseaux	20
5.3	Réseaux ENEDIS	20
5.3.1	Description	20
5.3.2	Actions en cours ou à prévoir	20
5.4	Réseaux GRDF	21
5.4.1	Description	21

5.4.2	Actions en cours ou à prévoir .....	21
<b>5.5</b>	<b>Réseaux de téléphonie Orange .....</b>	<b>21</b>
5.5.1	Description.....	21
5.5.2	Actions en cours ou à prévoir .....	21
<b>5.6</b>	<b>Réseaux de téléphonie SFR .....</b>	<b>22</b>
5.6.1	Description.....	22
5.6.2	Actions en cours ou à prévoir .....	22
<b>5.7</b>	<b>Réseaux d'adduction d'eau potable et assainissement .....</b>	<b>22</b>
5.7.1	Description.....	22
5.7.2	Actions en cours ou à prévoir .....	22
<b>5.8</b>	<b>Réseaux de chaleur .....</b>	<b>23</b>
5.8.1	Description.....	23
5.8.2	Actions en cours ou à prévoir .....	23
<b>ANNEXE 1</b>	<b>LISTE DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES ET NORMATIFS APPLICABLES AUX TRAVAUX</b>	<b>25</b>
<b>A 1.1</b>	<b>Réglementation sur la gestion et le transport des déchets, y compris des déchets amiantés. ....</b>	<b>26</b>
A 1.1.1	Textes européens.....	26
A 1.1.2	Lois et décrets .....	26
A 1.1.3	Arrêtés et circulaires.....	26
A 1.1.4	Guides et recommandations.....	26
A 1.1.5	Divers .....	26
<b>A 1.2</b>	<b>Réglementation sur la gestion du risque amiante .....</b>	<b>26</b>
A 1.2.1	Lois et décrets .....	26
A 1.2.2	Arrêtés, circulaires et notes de la DGT.....	26
A 1.2.3	Normes .....	27
A 1.2.4	Guides et recommandations.....	27
A 1.2.5	Divers .....	27
<b>A 1.3</b>	<b>Réglementation sur la gestion du risque plomb .....</b>	<b>28</b>
A 1.3.1	Lois et décrets .....	28
A 1.3.2	Arrêtés, circulaires et notes de la DGT.....	28
A 1.3.3	Normes .....	28
A 1.3.4	Guides et recommandations.....	28
<b>A 1.4</b>	<b>Réglementation diverse .....</b>	<b>28</b>
<b>ANNEXE 2</b>	<b>LISTE DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES ET NORMATIFS APPLICABLES AUX RAPPORTS DE REPÉRAGES AMIANTE .....</b>	<b>29</b>
<b>A 2.1</b>	<b>Loi et décrets .....</b>	<b>30</b>
<b>A 2.2</b>	<b>Arrêtés, circulaires et note de la DGT .....</b>	<b>30</b>
<b>A 2.3</b>	<b>Normes .....</b>	<b>30</b>
<b>A 2.4</b>	<b>Divers.....</b>	<b>31</b>
<b>ANNEXE 3</b>	<b>LISTE DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES ET NORMATIFS APPLICABLES AUX RAPPORTS DE REPÉRAGES PLOMB .....</b>	<b>32</b>
<b>A 3.1</b>	<b>Arrêtés, circulaires et note de la DGT .....</b>	<b>33</b>
<b>A 3.2</b>	<b>Normes .....</b>	<b>33</b>
<b>ANNEXE 4</b>	<b>RAPPORT GÉORISQUES .....</b>	<b>34</b>

# 1 GÉNÉRALITÉS

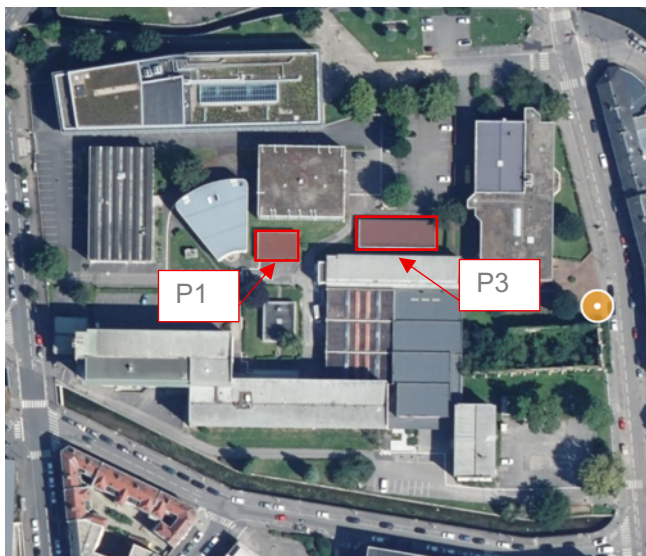
## 1.1 Préambule

Le présent document constitue l'annexe au cahier des charges techniques particulières en vue des travaux de désamiantage et de déconstruction des bâtiments P1 et P3 de l'Université de Picardie Jules Verne (UPJV)

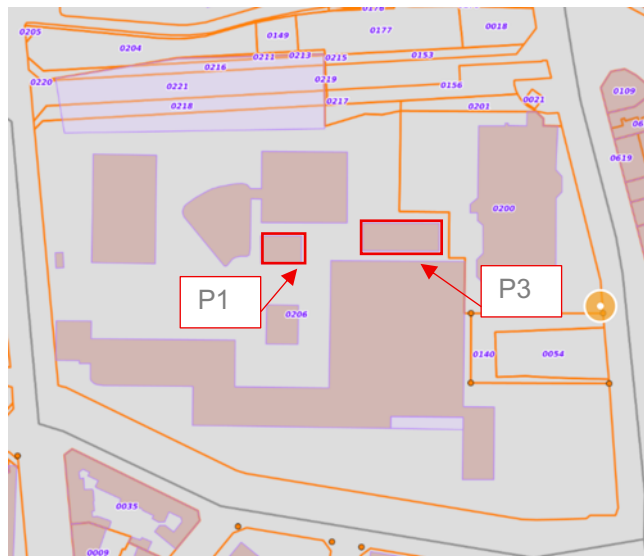
La démolition, sous la maîtrise d'ouvrage du SRAPI, s'inscrit dans le cadre d'un réaménagement du site.

## 1.2 Localisation et adresse du site

Le site étudié est situé : 33 rue Saint-Leu à Amiens (80)



Vue aérienne – Source Géoportail



Plan parcellaire – Source Géoportail

## 1.3 Identification du maître d'ouvrage

<b>Établissement :</b>	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche – Région Académique des Hauts-de-France – Service de région académique de la politique immobilière (SRAPI)
<b>Adresse :</b>	144 rue de Bavay – BP709 – 59033 Lille Cedex
<b>Contact :</b>	Monsieur HURIER
<b>Mail :</b>	philippe.hurier@region-academie-hdf.fr

## 1.4 Identification du maître d'œuvre

<b>Établissement :</b>	ASLA - INGÉNIERIE
<b>Adresse :</b>	20 passage de la Luciline – Bâtiment l'Opensen – 76000 ROUEN
<b>Contact :</b>	Aurélien PERU
<b>Mail :</b>	aurelien.peru@asla-ingenierie.fr

## 1.5 Identification du CSPS

En cours de désignation



## 1.6 Condition de réalisation des études

### 1.6.1 Documents fournis par le maître d'ouvrage

Le présent rapport est élaboré d'après les documents suivants fournis par le maître d'ouvrage :

- ✓ Pré-Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition élaboré par la société ACOBEX le 05/12/2024 (Réf. : 34051\_BAT P1)
- ✓ Pré-Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition élaboré par la société ACOBEX le 06/12/2024 (Réf. : 34051\_BAT P3)
- ✓ Rapport de repérage des matériaux et produits contenant du plomb avant travaux élaboré par la société ACOBEX le 18/11/2024 (Réf. : 34051\_BAT P1)
- ✓ Rapport de repérage des matériaux et produits contenant du plomb avant travaux élaboré par la société ACOBEX le 18/11/2024 (Réf. : 34051\_BAT P3)
- ✓ Plan topographique du site de l'université
- ✓ Permis de démolir n°080 021 24 A0073

### 1.6.2 Audit in situ

Les investigations de terrains ont été menées par la maîtrise d'œuvre le 5 novembre 2025 représentée par Aurélien PERU

### 1.6.3 Réserve(s)

Lors de notre visite, nous n'avons pas pu vérifier la présence éventuelle de cave aveugle ou de cavités, et/ou les épaisseurs des dallages. À l'extérieur, nous n'avons également pas pu vérifier l'ensemble des regards de visite situés sur la parcelle, ne permettant donc pas de vérifier la présence de cuve à fioul, de cavité ou la nature de tous les réseaux enterrés.

### 1.6.4 Informations relatives aux quantités estimées

**Les quantités indiquées dans ce document et ses annexes sont des estimations et ne constituent en rien des valeurs contractuelles.**

L'entrepreneur devra vérifier les quantités en jeu. Il lui appartiendra de faire toutes les investigations ou vérifications qu'il juge utiles pour la constitution de son offre (visite de site, prise de côte...). L'entreprise ne pourra se prévaloir d'aucun complément de rémunération en cas de discordance entre les métrés de ce document et la réalité du chantier.

## 1.7 Rappel réglementaire

Est présent en annexe, un rappel des textes réglementaires, normatifs et guides professionnels dans leurs dernières versions, applicables à la réalisation des présents travaux décrits. (cf. ANNEXE 1 )

Cette liste n'est pas exhaustive, le titulaire étant réputé satisfaire à l'ensemble de la réglementation en vigueur et des bonnes pratiques dans le cadre de l'exécution de ces travaux.

## 2 PRÉSENTATION DU SITE

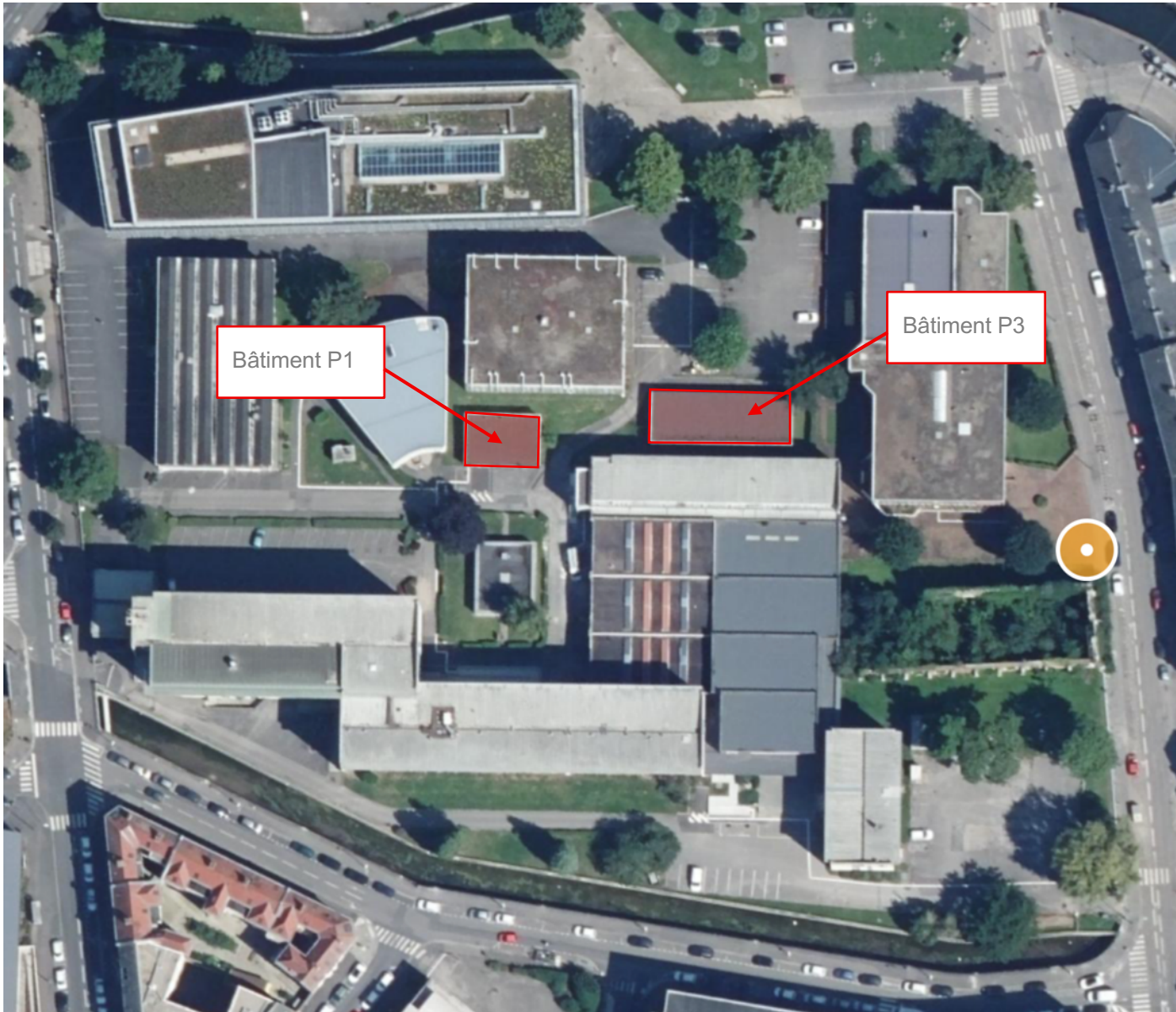
Le site étudié concerne des bâtiments P1 et P3 situés 33 rue Saint-Leu à Amiens (80) pour lesquels le maître d’ouvrage envisage de réaliser des travaux de désamiantage et de démolition.

### 2.1 Identification des bâtiments

Les bâtiments concernés sont les suivants :

Nom du bâtiment	Adresse	Parcelle	Niveau	SHOB
Bâtiment P1	33 rue Saint-Leu à Amiens (80)	N° XC 0206	RDC	125 m²
Bâtiment P3	33 rue Saint-Leu à Amiens (80)	N° XC 0206	RDC	235 m²
TOTAL				360 m²

Les bâtiments sont repérés de la manière suivante :



Vue aérienne – Source Géoportail



2.2 Présentation du Bâtiment P1 et P3

2.2.1 Dimensions principales du bâtiment P1

Le bâtiment est composé uniquement d'un rez-de-chaussée. La date de construction du bâtiment est 1970.

Caractéristiques principales du bâtiment			
Longueur extérieure :	Env. 13,5 m	Surface au sol :	Env. 125 m <sup>2</sup>
Largueur extérieur :	Env. 9,1 m	Surface de plancher :	Env. 125 m <sup>2</sup>
Nombre de niveaux :	1		
Hauteur au bas de pente :	Env. 3,1 m	Hauteur au haut de pente :	Env. 3,38 m

2.2.2 Photographies du bâtiment P1



Photographies intérieures du bâtiment







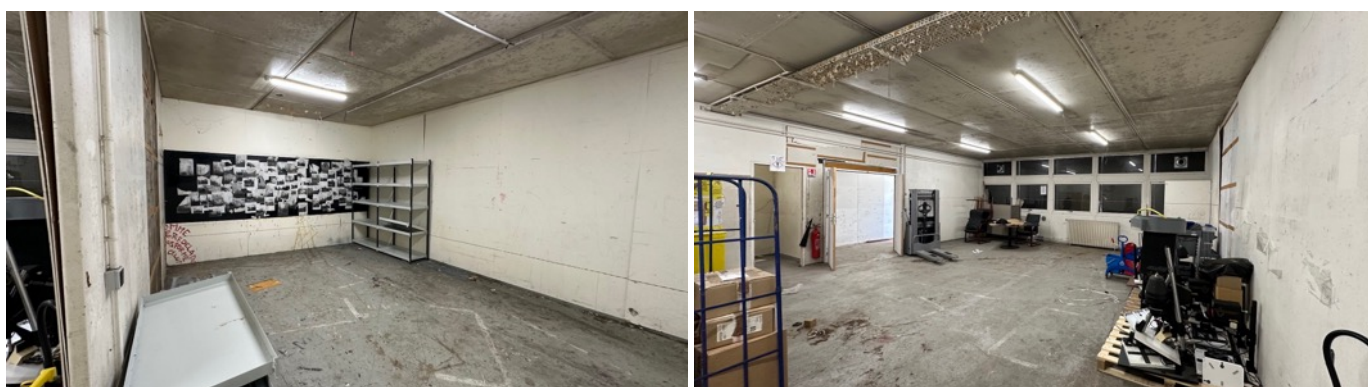
Photographies extérieures du bâtiment

### 2.2.3 Dimensions principales du bâtiment P3

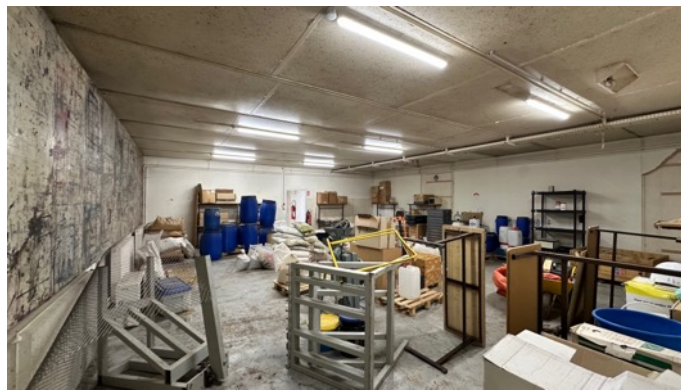
Le bâtiment est composé uniquement d'un rez-de-chaussée. La date de construction du bâtiment est 1970.

Caractéristiques principales du bâtiment			
Longueur extérieure :	Env. 28,8 m	Surface au sol :	Env. 235 m <sup>2</sup>
Largueur extérieur :	Env. 9,1 m	Surface de plancher :	Env. 235 m <sup>2</sup>
Nombre de niveaux :	1		
Hauteur au bas de pente :	Env. 3,1 m	Hauteur au haut de pente :	Env. 3,38 m

### 2.2.4 Photographies du bâtiment P3







*Photographies intérieures du bâtiment*



*Photographies extérieures du bâtiment*

### 2.2.5 État général des bâtiments

Les bâtiments voués à la démolition sont dans un état structurellement stable. Lors de notre visite, nous n'avons pas constaté de péril imminent ou de désordre structurel particulier.

### 2.2.6 Description de l'environnement

Les bâtiments à déconstruire sont situés en plein cœur de l'université. La prise en compte de l'environnement immédiat du site à déconstruire par l'entreprise sera prépondérante pour éviter des plaintes et blocages en phase de chantier.



## 2.2.7 Principes structurels des bâtiments

GROS ŒUVRE	
Types de fondations (Hypothèse)	Longrine en béton armé sous les murs de façade et de pignon Dallage en béton armé d'épaisseur estimée à 20 cm environ
Structure porteuse	Poteaux métalliques (entraxes d'environ 1,5 m) Poutres métalliques de type treillis (entraxes d'environ 1,5 m) Mur de façade et de pignon en panneau sandwich en amiante-ciment (Panneau de 1,5 m environ et sur une hauteur variable)
Charpente et couverture	Bac aciers simple peau
Bardage	Bac moulé en plastique entre les panneaux de façade et le bac acier.
CORPS D'ÉTAT SECONDAIRE	
Doublage	Sans objet
Cloisonnement	Mur de cloisonnement en panneau de bois d'épaisseurs d'environ de 5 cm Cloisonnement de type Placostyl® d'épaisseur environ 7 cm (2 plaques de plâtres de type BA13 + laine de verre) ponctuels dans le P3
Faux plafond	Faux plafond en bois d'épaisseurs environ 2 cm avec laine de 10 cm d'épaisseur environ au-dessus
Revêtement de sol	Sans objet
Menuiseries	Portes en bois de dimension : Hauteur environ 2,04 ; largeur 1,04 Portes de type Isoplane de dimensions variables Fenêtres (env. hauteur 1,91m x largeur 1,4m) en bois simple vitrage.
DIVERS	
Équipements	Radiateurs en aciers dans les pièces de dimensions variables Réseau de chauffage en acier dia. 32 environ Prises et interrupteurs Néon double d'env. 1,2 m de long
Ameublement	Sans objet
Divers	Sans objet

### 3 ÉTUDES HISTORIQUES ET CONSULTATION DES BASES DE DONNÉES

#### 3.1 Études historiques

Nous avons réalisé une étude historique en consultant le site internet : <https://remonterletemps.ign.fr> afin de comprendre les évolutions du bâtiment. Elle nous a permis de mettre en évidence les éléments suivants :

*NOTA BENE : cette étude historique n'est pas une étude au sens des missions A100 et A110 au sens de la norme NF X 31-620 pour la gestion des sites et sols pollués*

Photographies (Source : remonterletemps.ing.fr)	Commentaires
	Photographie aérienne datant de 1944 montrant le site pendant la guerre, avec de nombreux bâtiments détruits
	Photographie aérienne datant de 1947 montrant le site reconstruit après la guerre (présence d'un lotissement)
	Photographie aérienne datant de 1958 montrant le site inchangé à l'exception de la canalisation de la somme
	Photographie aérienne datant de 1962 montrant des démolitions en cours



Photographie aérienne datant de 1965 montrant la poursuite de la démolition du lotissement et la construction de l'université



Photographie aérienne datant de 1968 montrant la fin de la démolition du lotissement et la poursuite de la construction de l'université



Photographie aérienne datant de 1969 montrant la poursuite de la construction de l'université



Photographie aérienne datant de 1972 montrant la fin de la construction de l'université



Photographie aérienne datant de 1975 montrant l'apparition des bâtiments P1 et P3



Photographie aérienne datant de 1982 montrant la construction du parking et du bâtiment au nord-est du site ;



Photographie aérienne datant de 1991 montrant le site inchangé



Photographie aérienne datant de 2001 montrant le site inchangé



Photographie aérienne datant de 2017 montrant la construction du bâtiment au nord-ouest du site

Il ne nous a pas été communiqué de détail sur d'éventuels travaux de rénovation ou de restructuration du bâtiment. Néanmoins, l'étude historique permet de mettre en évidence une succession de démolition et de construction sur les emprises des bâtiments P1 et P3.

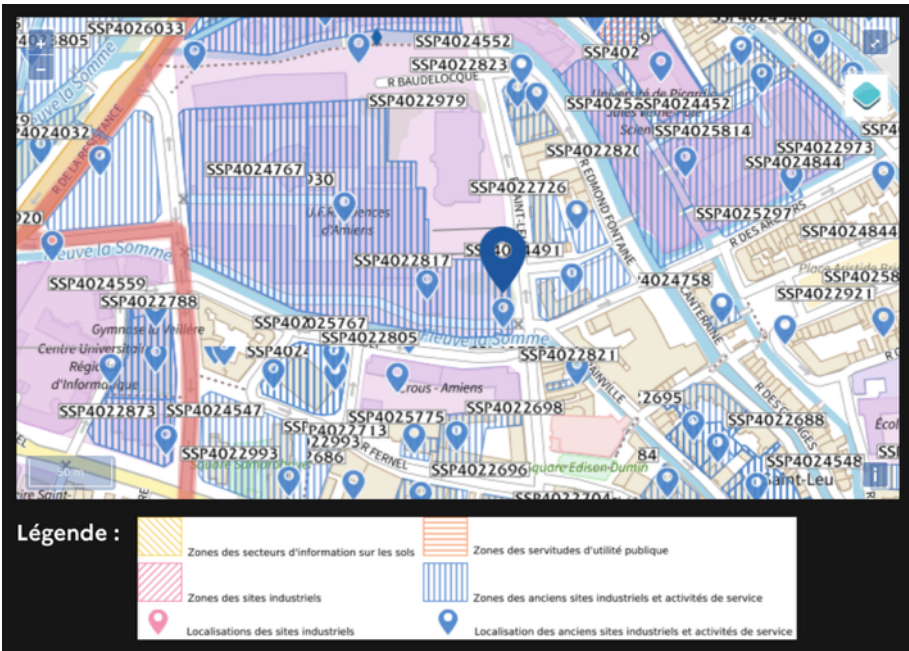


3.2 Consultation du site Géorisques

3.2.1 Risque pollution

Nous avons consulté la base Géorisques, pour savoir si le site est classé ICPE. **Le site n’apparaît pas dans les sites ICPE.**

Nous avons également consulté la base, pour savoir s’il existait un risque de pollution de sols :



Le site apparaît dans la liste des anciens sites industriels pouvant être à l'origine de la pollution des sols.






Étant donné que les travaux consistent en la conservation du dallage du bâtiment P1 et que la démolition des infrastructures du bâtiment P3 est de faible profondeur (-1 m au maximum), nous ne préconisons pas la réalisation d'études pollutions. Toutefois, il aura lieu de rester vigilant lors de retrait des infrastructures du bâtiment P1 et des études de pollution seront peut-être amenées après les travaux en cas de découverte de pollution.

3.2.2 Risques géologiques




Nous avons réalisé une étude sommaire des risques géologiques situés aux niveaux et proximités des bâtiments à démolir. Le but étant de définir si le site présent un risque de cavités souterraines et d'alerter la maîtrise d'ouvrage sur la nécessité de réaliser des études géotechniques.

Suite à la consultation du site <https://www.georisques.gouv.fr/cartes-interactives#/>, nous avons mis en évidence les éléments suivants :

### 5 Risques naturels identifiés :

	INONDATION	à mon adresse : <b>EXISTANT</b>	sur ma commune : <b>EXISTANT</b>
	REMONTÉE DE NAPPE	à mon adresse : <b>EXISTANT</b>	sur ma commune : <b>EXISTANT</b>
	SÉISME	à mon adresse : <b>FAIBLE</b>	sur ma commune : <b>FAIBLE</b>
	RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES	à mon adresse : <b>PAS DE RISQUE CONNU</b>	sur ma commune : <b>MODÉRÉ</b>
	RADON	à mon adresse : <b>FAIBLE</b>	sur ma commune : <b>FAIBLE</b>

### 3 Risques technologiques identifiés :

	INSTALLATIONS INDUSTRIELLES CLASSÉES (ICPE)	à mon adresse : <b>NON CONCERNÉ</b>	sur ma commune : <b>CONCERNÉ</b>
	CANALISATIONS DE TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES	à mon adresse : <b>PAS DE RISQUE CONNU</b>	sur ma commune : <b>CONCERNÉ</b>
	POLLUTION DES SOLS	à mon adresse : <b>CONCERNÉ</b>	sur ma commune : <b>CONCERNÉ</b>

Extrait du site Géorisques, recherche effectuée le 11 novembre 2025



**Le site ne présente pas de risque majeur à l'exception des remontées de nappe liées à la présence de Somme juste à côté du site.**

### **3.3 Synthèse :**

Nous avons constaté que la parcelle a subi un (ou plusieurs) remaniement. Des démolitions précédentes ont eu lieu. N'ayant pas de données sur ces démolitions antérieures, nous estimons les risques suivants :

- ✓ Présence de fondations conservées (massifs, longrines, radier)
- ✓ Fosses remblayées et condamnées
- ✓ Présence de remblais amiantés. En effet, les démolitions ayant eu lieu avant l'interdiction de l'amiante, il est probable d'en retrouver sous forme principalement d'éclat de fibrociment.
- ✓ Ouvrages enterrés amiantés (conduits en fibrociments, remblaiements issus de démolitions présentant des matériaux amiantés divers)

## 4 ANALYSE ET SYNTHÈSE DES AUTRES DOCUMENTS FOURNIS

### 4.1 Diagnostic faune et flore

L'article L411 du Code de l'environnement interdit, en principe, de porter atteinte aux spécimens et habitats de certaines espèces protégées.

La zone d'intervention étant majoritairement bâtie et anthropique, et n'ayant pas constaté d'enjeu sur le site lors de notre visite, il ne nous semble pas nécessaire de réaliser de diagnostic

### 4.2 Diagnostic PEMD

L'opération n'est pas soumise à l'obligation d'un diagnostic PEMD (superficie des planchers inf. à 1000 m<sup>2</sup>).

Lors de notre visite, nous n'avons pas mis en évidence des éléments susceptible de faire l'objet de réemploi. L'université récupérera les néons et le tableau électrique récents. Les encombrants seront également évacués par l'université.

### 4.3 Diagnostic termite

Après consultation du site internet <https://termite.com.fr/rechercher/>, le site n'est pas soumis à un diagnostic de recherche des termites.

Commune	Type d'arrêté	Niveau d'infestation	Termitée ?	Sous arrêté
Amiens	Aucun arrêté	Niveau d'infestation inconnu	Non	Non

Affichage de l'élément 1 à 1 sur 1 éléments

Précédent 1 Suivant

Extrait de notre recherche sur le site internet

### 4.4 Servitudes et actes notariés

Il ne nous a pas été communiqué d'éventuelles servitudes connues, notamment à travers les actes notariés

### 4.5 Permis de démolition

Le permis de démolition a été obtenu N° 080 021 24 A0073. **Le permis a été affiché.**



Il est à noter que le permis de démolir n'implique pas de contrainte particulière (dératisation, recherche archéologique...)

### 4.6 Besoin complémentaire pour les études

Sans objet

## 4.7 Risque pyrotechnique (découverte de munitions non explosées)

Conformément au Guide établi par le syndicat des métiers de la Dépollution pyrotechnique pour les opérations de travaux publics, les études préalables et les travaux de dépollution de sols de mars 2021 et pour permettre d'assurer la sécurité du personnel travaillant sur le chantier lors de la démolition des infrastructures, nous avons réalisé le zonage du risque conformément au logigramme suivant :

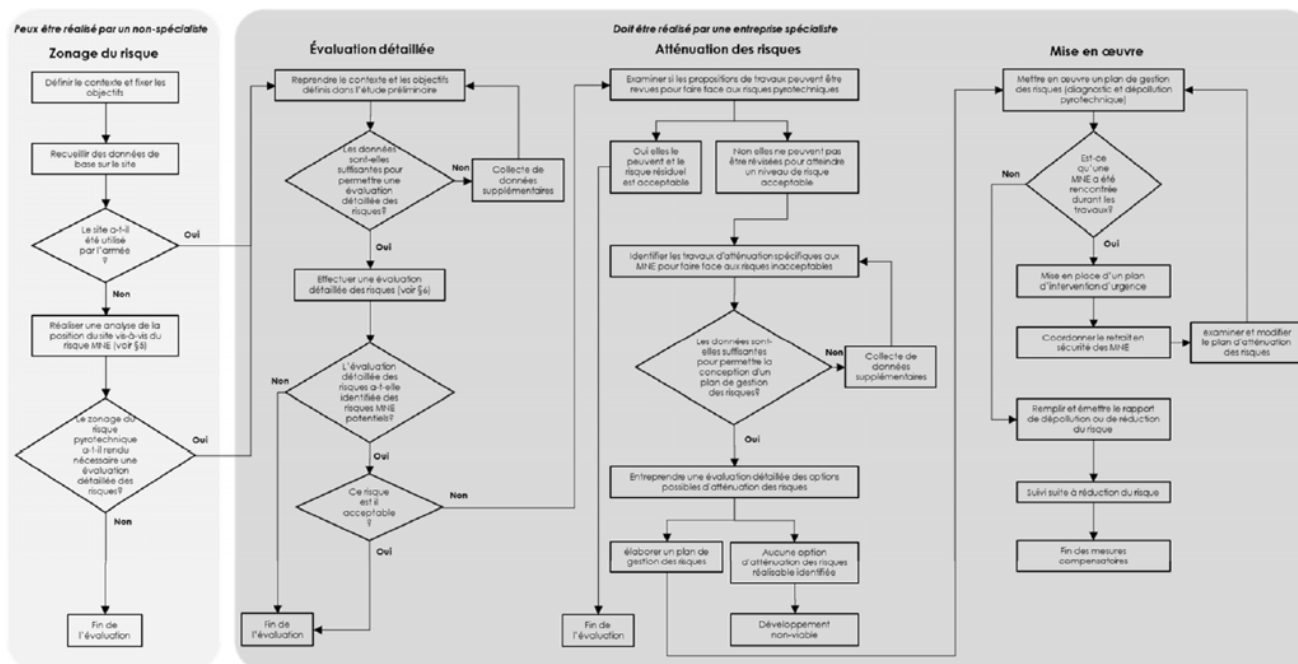


Figure 2 : Cadre de gestion du risque pyrotechnique

Extrait du Guide

Pour chaque question, nous sommes arrivés aux conclusions suivantes :

Question du logigramme	Oui	Non
Le site a-t-il été utilisé à des fins militaires ?		X
Le site est-il situé sur ou à proximité d'une ville ayant subi des faits de guerre de 1870 ?	X	

Rappel :

### 5.2.2. SITES DE LA GUERRE FRANCO-PRUSSIENNE

La guerre franco-prussienne a été relativement rapide devant la succession des défaites françaises.

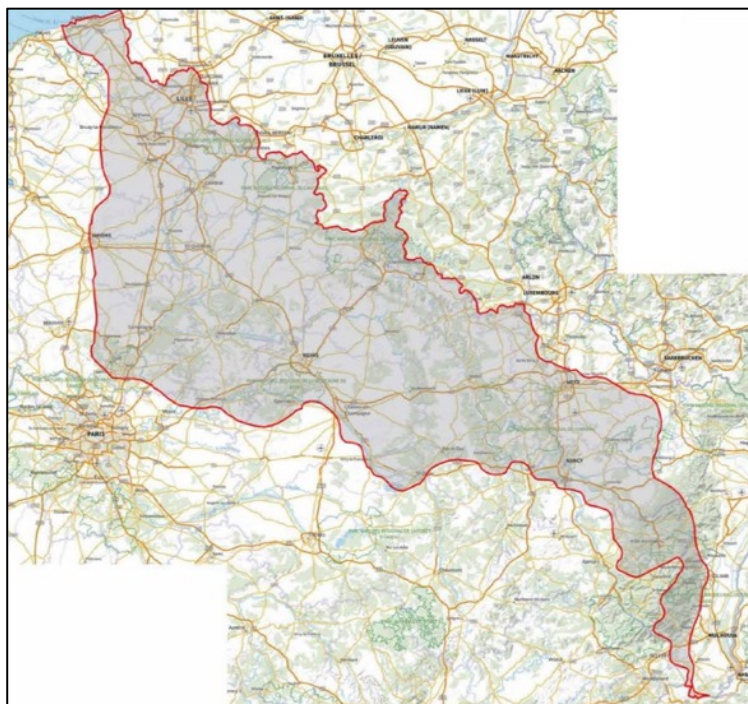
Bien qu'ayant atteint très rapidement Paris, plusieurs batailles ont émaillé le cours de cette guerre avec les premières utilisations en masse de l'artillerie. Il conviendra de ce fait d'analyser le risque pyrotechnique dans le cadre du plan de gestion du risque pyrotechnique si les travaux de développement se déroulent sur ou à proximité immédiate des communes de Wissembourg (67), de Frœschwiller-Wœrth (67), de Forbach-Spicheren (57), de Bitche (57), de Borny-Colombey (57), de Beaumont (51), de Noisseville (57), de Toul (54), de Mars-la-Tour (54), de Saint-Privas / Gravelotte (57), de Bazeilles (08), de Nompelize (88), de Sedan (08), de Montmédy (55), de Soissons (02), de Bellevue (57), de La Fère (02), de Thionville (57), de Villers-Bretonneux (80), de Beaune-la-Rolande (45), de Champigny (94), de Strasbourg (67), de Châteaudun (28), de Metz (57), de Dijon (21), d'Orléans (45), de Coulmiers (45), d'Amiens (80), de Loigny-la-bataille (28), de Longeau-Percey (52), de l'Hallue / de Pont-Noyelles (80), de Bapaume (62), de Péronne (80), de Villersexel (70), du Mans (72), de Héricourt (70), de Saint-Quentin (02), de Belfort (90), de Buzenval (94) et de Paris (notamment la première ceinture de forts de Paris).

En dehors de ces communes, le risque de découverte de MNE lié à cette période est fortuit.

Extrait du Guide

Question du logigramme	Oui	Non
Le site est-il situé dans une zone grise de la Première Guerre mondiale ?	X	

Rappel :



Extrait du Guide : Carte de la 1<sup>re</sup> Guerre mondiale

Question du logigramme	Oui	Non
Le site est-il situé sur ou à proximité d'un objectif militaire de la Seconde Guerre mondiale ?		X

Rappel :

En marge des bombardements tactiques difficiles à identifier car généralement ponctuels et sporadiques, les bombardements stratégiques ayant pour cibles des objectifs militaires ou civils à savoir :

- Base aérienne, aéroport ou aérodrome ;
- Gare de triage ou ligne ferroviaire ;
- Centrale électrique ou d'alimentation en énergie ;
- Centre de communication ;
- Structure portuaire d'importance (grands ports) ;
- Structures industrielles de production ou de stockage de munitions, explosifs ou de matériels militaires (Renault, Hispano-suiza, Citroën, poudreries d'État, etc.) ou pétro-chimique ;
- Ouvrages de génie civil stratégiques ;

sont susceptibles de présenter un risque lié aux MNE sur le site même ou sa périphérie.

Si le site objet du zonage se situe sur ou à proximité d'un de ces objectifs, un plan de gestion des risques pyrotechniques devra être établi (voir le chapitre 6).

Si le site se situe en dehors de ces zones, le risque peut être jugé comme fortuit vis-à-vis de cette période et de cette catégorie de MNE.

Extrait du Guide : exemple d'objectif militaire

Question du logigramme	Oui	Non
Le site est-il situé dans une des régions ayant connu les combats au sol de la Seconde Guerre mondiale ?	X	

Rappel :

À cette analyse sur les bombes d'aviation qui représentent une part très importante du risque lié aux MNE de la seconde guerre mondiale, il convient de rajouter le risque lié aux combats au sol de la seconde guerre mondiale que ce soit en 1940 lors de la Blitzkrieg ou en 1944 lors du débarquement et de la libération.

De ce fait, si le site objet de travaux est situé :

- dans les départements de la Manche (50), du Calvados (14) et de l'Orne (61), ils devront obligatoirement faire l'objet d'un plan de gestion du risque pyrotechnique.
- dans les régions Normandie (autre que les départements mentionnés précédemment), Bretagne, Hauts de France, Grand Est et Sud, compte tenu de l'étendu de ces dernières et de la disparité de la pollution à l'intérieur de celle-ci, il conviendra de se rapprocher d'une entreprise spécialisée en gestion du risque MNE afin de compléter la définition précise du zonage pyrotechnique du site.
- Pour le reste de la France, ce risque sera considéré comme fortuit vis-à-vis de ce risque.

*Extrait du Guide : Région avec combats au sol de la Seconde Guerre mondiale*

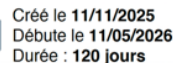
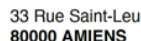
**Il est laissé à l'appréciation de l'entreprise la nécessité de réaliser une évaluation détaillée par une entreprise spécialisée dans le risque pyrotechnique.**



## 5 DESCRIPTIONS DES RÉSEAUX EXTERNES MIS EN ÉVIDENCE

### 5.1 Réalisation de la Déclaration de Travaux (DT)

Pour nous assurer de l'absence de réseau externe traversant l'université, nous avons réalisé la Déclaration de Travaux à travers notre abonnement à SOGELINK®.



Les concessionnaires ont communiqué les plans des réseaux avoisinant les bâtiments. Nous présentons ci-après un résumé des réseaux mis en évidence.

L'entreprise devra vérifier et actualiser ces informations en réalisant ces propres DICT lors de la phase de préparation.

## 5.2 RAPPEL : Autorisation d'intervention à proximité des réseaux

En application de la réforme sur les DT-DICT, depuis le 1er janvier 2019 : pour les réseaux enterrés sensibles, pour les unités urbaines, les plans (de réseaux) fournis en réponse aux déclarations DT/DICT doivent être géoréférencés (et de classe A).

Les réseaux n'étant pas en classe A doivent donc être géodétectés/géolocalisés en amont des travaux pour qu'ils soient référencés en classe A. Selon les articles R.554-27 I du code de l'environnement et 7.8 de la norme NF S70-003-1 d'application obligatoire, le marquage-piquetage incombe, dans tous les cas, au maître d'ouvrage qui doit en assumer la responsabilité et le coût. Le marquage-piquetage est réalisé par une entreprise agréée pour la réalisation d'un géoréférencement. Le marquage-piquetage fait l'objet d'un compte rendu obligatoirement remis à l'exécutant.

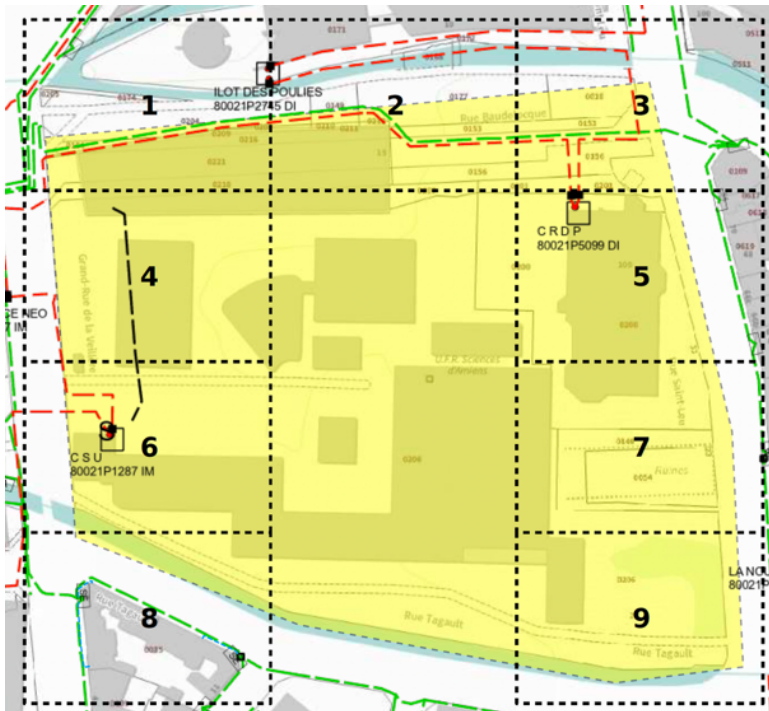
Le marquage ou piquetage est maintenu en bon état tout au long du chantier par chacun des exécutants des travaux au fur et à mesure de leurs interventions respectives.

Dans le cas où les murs périphériques (= en limite avec le domaine public) doivent être déconstruits sur une profondeur supérieure à -10 cm / trottoir, il vous incombe d'effectuer ce relevé.

### 5.3 Réseaux ENEDIS

### 5.3.1 Description

Le réseau ENEDIS est situé à l'extérieur de l'université et ne gêne pas les travaux de démolition.



*Extrait du plan fourni par le concessionnaire*

Le plan est de classe A.

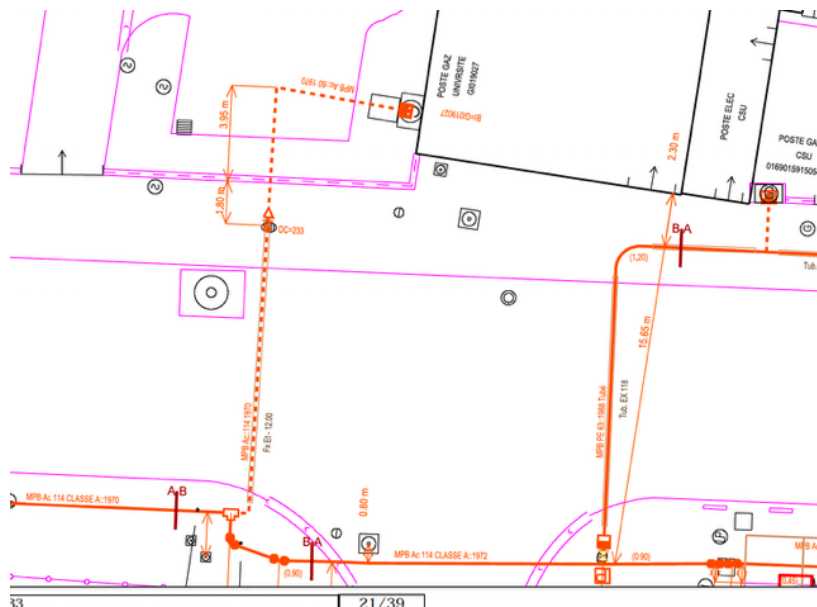
### 5.3.2 Actions en cours ou à prévoir

Aucune

## 5.4 Réseaux GRDF

### 5.4.1 Description

Le réseau GRDF est situé autour de l'université. Les plans fournis par GRDF montrent un poste d'alimentation en gaz de l'université abandonné. Ce qui tend à confirmer les dires de l'Université sur l'absence de gaz dans les bâtiments.



Extrait du plan fourni par le concessionnaire

Le plan est de classe A.

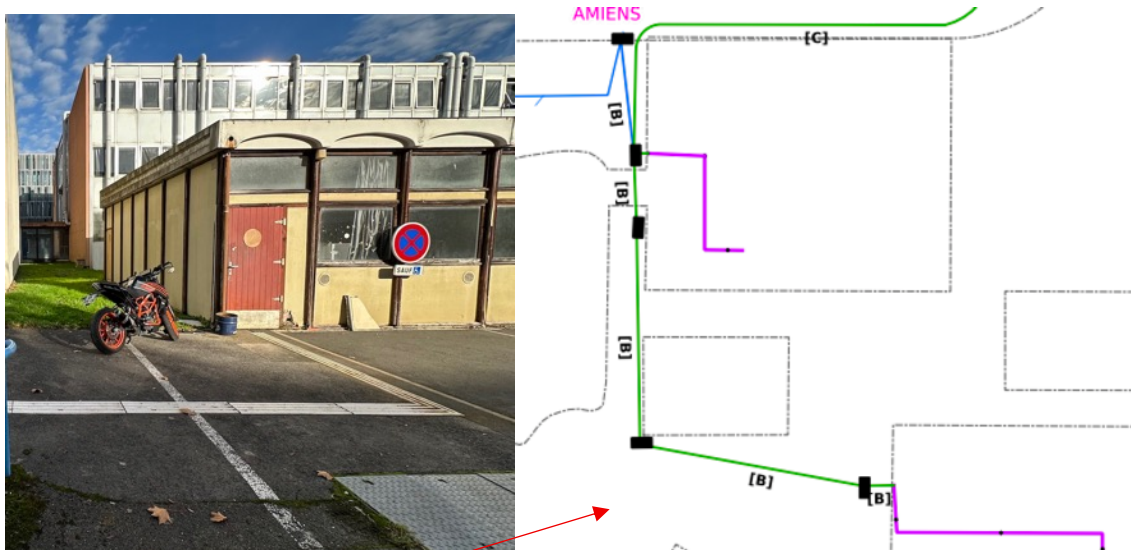
### 5.4.2 Actions en cours ou à prévoir

Aucune auprès de GRDF

## 5.5 Réseaux de téléphonie Orange

### 5.5.1 Description

Le réseau Orange est situé à proximité de nos bâtiments



Extrait du plan fourni par le concessionnaire

### 5.5.2 Actions en cours ou à prévoir

Le plan est de classe B, le maître d'ouvrage devra prévoir la mise à niveau du plan à la classe A. (inclus aux prestations dans le CCTP)

Aucune auprès d'Orange

## 5.6 Réseaux de téléphonie SFR

### 5.6.1 Description

Le réseau SFR est situé à l'extérieur de l'Université.



Extrait du plan fourni par le concessionnaire

### 5.6.2 Actions en cours ou à prévoir

Aucune auprès de SFR

## 5.7 Réseaux d'adduction d'eau potable et assainissement

### 5.7.1 Description

Les réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement sont situés à l'extérieur du site



Extrait du plan fourni par le concessionnaire

Le plan est de classe A.

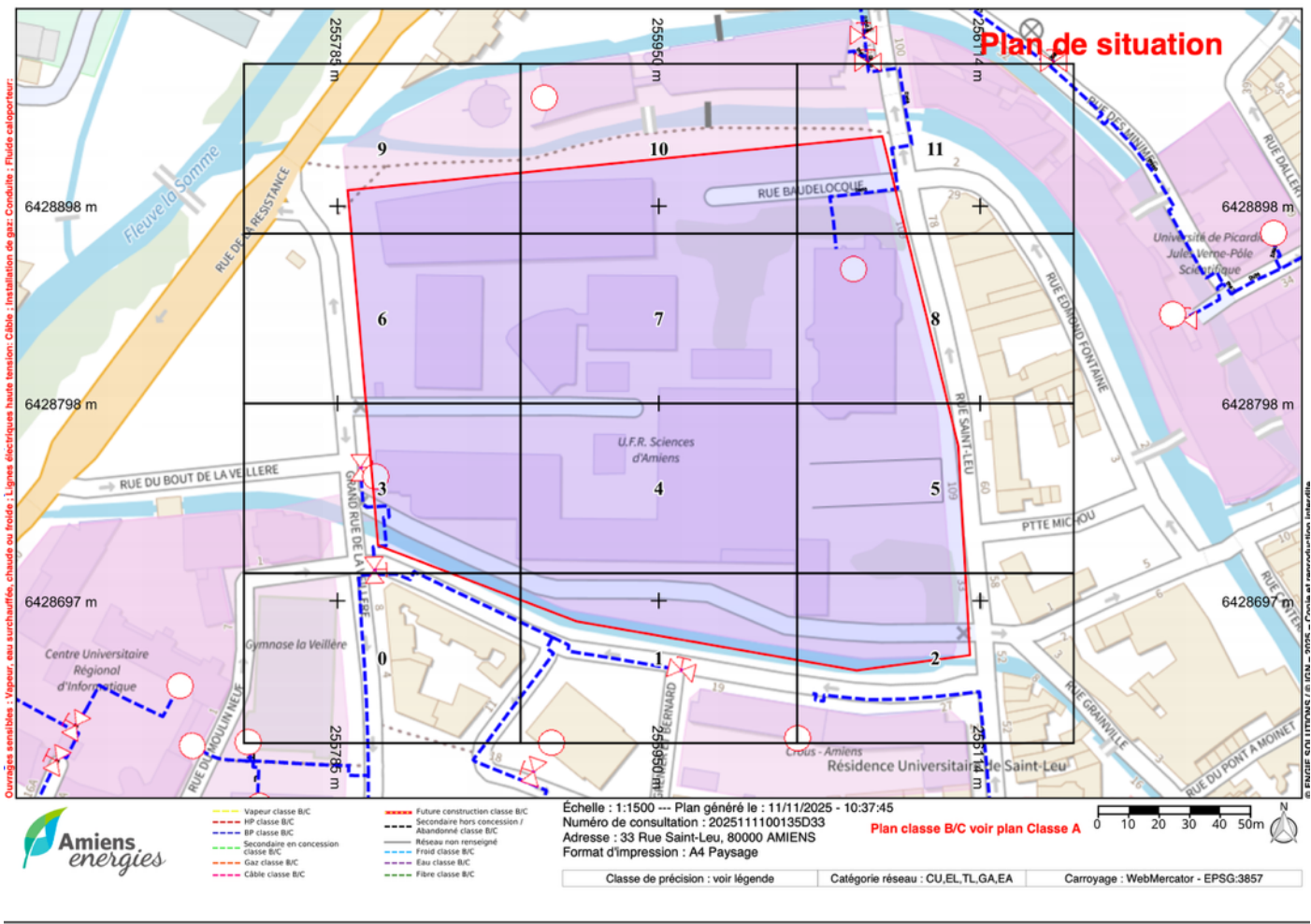
### 5.7.2 Actions en cours ou à prévoir

Aucune

5.8 Réseaux de chaleur

5.8.1 Description

Le réseau de chaleur est situé à l'extérieur du site :



5.8.2 Actions en cours ou à prévoir

Aucune

# ANNEXES



## **ANNEXE 1**

## **Liste des textes réglementaires et normatifs applicables aux travaux**

## A 1.1 Réglementation sur la gestion et le transport des déchets, y compris des déchets amiantés.

### A 1.1.1 Textes européens.

- ✓ Règlement ADR : accord européen relatif aux transports de marchandises dangereuses par route
- ✓ Règlement RID : règlement européen relatif au transport des marchandises dangereuses par voie ferrée
- ✓ Règlement ADN : accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure

### A 1.1.2 Lois et décrets

- ✓ Décret du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments (mise en place de Trackdéchets)
- ✓ Décret du 6 juin 2018 - modification du signalé de la rubrique 2718 de la réglementation des ICPE

### A 1.1.3 Arrêtés et circulaires

- ✓ Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations sur Trackdéchets, s'applique aux déchets dangereux contenant de l'amiante
- ✓ Arrêté du 11 décembre 2018 - modifie l'arrêté "TMD" du 29 mai 2009 - Transport des déchets amiantés non liés issus de chantiers routiers ou de chantiers réalisés à la suite d'un sinistre (voir art. 17)
- ✓ Arrêté du 6 juin 2018 - modifie les prescriptions minimales pour installation stockant moins de 1 tonne de déchet d'amiante
- ✓ Arrêté du 16 février 2006 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005
- ✓ Arrêté du 15 février 2016 : Les installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND)
- ✓ Arrêté du 12 mars 2012 - Stockage des déchets amiante
- ✓ Arrêté du 29 février 2012 - Contenu des registres déchets
- ✓ Arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »)
- ✓ Arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux

### A 1.1.4 Guides et recommandations

- ✓ INRS – ED 6134 : Le transport des matières dangereuses – l'ADR en question – août 2020
- ✓ INRS – ED 6028 : Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets – Guide de prévention

### A 1.1.5 Divers

- ✓ Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (régional)
- ✓ Règlement sanitaire départemental

## A 1.2 Réglementation sur la gestion du risque amiante

### A 1.2.1 Lois et décrets

- ✓ Décret du 30 décembre 2022 : DEMAT@MIANTE obligation d'utiliser la plateforme + modification du contenu du PDRE
- ✓ Décret du 29 juin 2015 : Relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- ✓ Décret du 5 juillet 2013 : Relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- ✓ Décret du 4 mai 2012 : relatif aux risques d'exposition à l'amiante

### A 1.2.2 Arrêtés, circulaires et notes de la DGT

- ✓ Arrêté du 22 décembre 2022 : DEMAT@MIANTE – Création de la plateforme de saisie et de transmission dématérialisée des PDRE ainsi que des avenants et informations s'y rapportant ainsi que de déclarations aux organismes certificateurs en vue de la programmation d'opérations de surveillance.
- ✓ Arrêté du 25 juillet 2022 : Conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant et les conditions d'accréditation des organismes certificateurs
- ✓ Arrêté du 25 juillet 2022 : Modifie divers arrêtés relatifs à la prévention des risques liés à l'amiante
- ✓ Arrêté du 17 février 2021 : Certification des entreprises de travaux de traitement de l'amiante - Modification de l'arrêté de 2012 au regard de l'impact de la crise sanitaire lié à la covid-19
- ✓ Arrêtés du 20 juillet 2018 : Création des titres professionnels d'encadrant (technique et de chantier) et d'opérateur d'une opération de traitement de l'amiante ou d'autres polluants particuliers
- ✓ Arrêté du 30 mai 2018 modifie l'arrêté du 14 août 2012 : relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesures

- ✓ Arrêté du 20 avril 2015 : modifiant l'arrêté du 23/02/12 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques amiante et l'arrêté du 14/12/2012 fixant les certifications des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante.
- ✓ Arrêté du 8 avril 2013 : Règles techniques, mesures de préventions et MPC à mettre en œuvre lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- ✓ Arrêté du 7 mars 2013 : Choix, entretien et vérification des EPI utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- ✓ Arrêté du 14 août 2012 : Mesure d'empoussièrement
- ✓ Arrêté du 23 février 2012 : Formation des travailleurs amiante
  
- ✓ DIRECCTE AURA (octobre 2020) publie sur son site internet « un document (...) pour permettre d'aider à identifier les surfaces non décontaminables du fait de leurs caractéristiques (rugosité, porosité...) »
- ✓ DGT (février 2020) – Questions-Réponses Métrologie 2020 Version 3
- ✓ DGT (août 2018) - Synthèse des évolutions : Les arrêtés du 30 mai 2018 relatifs aux mesurages des fibres d'amiante et céramiques réfractaires
- ✓ DGT (décembre 2017) - SS4 - Cadre juridique : cette note présente le cadre juridique applicable aux interventions susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante relevant de la sous-section 4. Elle est composée de 5 fiches et 1 logigramme. La fiche N°1 parlant notamment du cas des matériaux pollués par de l'amiante
- ✓ DGT (janvier 2017) : Note apportant des précisions relatives au cadre juridique applicable aux opérations de sous-section 3, notamment sur la sous-traitance et la certification
- ✓ DGT (décembre 2016) : Note rappelant les conditions d'organisation du chantier test, des chantiers de validation, mais aussi à quel moment changer le niveau d'empoussièrement d'un processus
- ✓ DGT (octobre 2015) : Instruction d'application du décret du 29 juin 2015 relative aux risques d'exposition à l'amiante
- ✓ Deux logigrammes (mars 2015) clarifiant la frontière entre sous-section 3 et sous-section 4 : pour les opérations sur des immeubles par nature ou par destination et pour les opérations de maintenance sur les équipements industriels, matériels de transport ou autres articles.
- ✓ DGT (7 mars 2013) : Questions-Réponses Amiante sur le décret du 4 mai 2012 et de ses arrêtés d'application
- ✓ DGT (mars 2012) : Questions-Réponses sur l'arrêté du 23 février 2012

#### A 1.2.3 Normes

- ✓ NFX 46-021 : Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis - Examen visuel des surfaces transformées après les travaux de retrait de matériaux et de produits contenant de l'amiante - Mission et méthodologie.
- ✓ NF X-46-010 : Référentiel technique pour la certification des entreprises de travaux de traitement de l'amiante.
- ✓ NF X-46-011 : Travaux de traitement de l'amiante - Modalités d'attribution et de suivi des certificats des entreprises.
- ✓ GA X 46-033 : Air intérieur - Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air. Guide d'application de la norme.
- ✓ NF EN ISO 16000-7 : Air intérieur - Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air.
- ✓ NF X 43-050 : Qualité de l'air — Détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission - Méthode indirecte.
- ✓ NF X43-269 - Qualité de l'air - Air des lieux de travail- Prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques MOCP, MEBA et META ...

#### A 1.2.4 Guides et recommandations

- ✓ INRS – ED 6244 - Cahier des charges "amiante" pour les UMD (Unités Mobiles de Décontamination)
- ✓ INRS – ED 6142 - Travaux en terrain amiantifère - Opérations de génie civil, de bâtiment et de travaux publics
- ✓ INRS – ED 6367 - Définir le niveau d'empoussièrement d'un processus dit de "sous-section 3"
- ✓ INRS – ED 6106 - Les appareils de protection respiratoire – Choix et utilisation.
- ✓ INRS – ED 6307 - Bilan aéralique des chantiers d'amiante
- ✓ INRS - ED 6027 - Risque chimique - Notice de poste - En annexe, à titre d'exemple est présentée une notice de poste "Perçage d'un mur béton revêtu de flocage amianté".
- ✓ INRS – ED 6165 - Retirer ses EPI en toute sécurité – Cas N°1 avec douches
- ✓ INRS – ED 6166 - Retirer ses EPI en toute sécurité – Cas N°2 à l'aide d'un aspirateur
- ✓ INRS – ED 6091 -Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante – Guide de prévention
- ✓ Les bases de données SCOL@ et CARTO AMIANTE d'avril 2021

#### A 1.2.5 Divers

- ✓ Syndicats professionnels SYRTA-SEDDRE - Règles techniques de SS3
- ✓ CAPEB, FFB, OPPBTP, DGT – Les règles de l'art Amiante SS4

## A 1.3 Réglementation sur la gestion du risque plomb

### A 1.3.1 Lois et décrets

- ✓ Décret du 9 mai 2012 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques
- ✓ Décret du 15 décembre 2009 relatif au contrôle du risque chimique sur les lieux de travail ;

### A 1.3.2 Arrêtés, circulaires et notes de la DGT

- ✓ Arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat des Risques d'Exposition au Plomb (CREP) ;
- ✓ Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic de risque d'intoxication par le plomb des peintures (DRIPP),
- ✓ Arrêté du 15 décembre 2009 relatif aux contrôles techniques des valeurs limites d'exposition professionnelle sur les lieux de travail et aux conditions d'accréditation des organismes chargés des contrôles
- ✓ Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L. 1334-2 du code de la santé publique ;

### A 1.3.3 Normes

- ✓ NF X 46-035 : Repérage de plomb avant travaux
- ✓ NF X 46-030 : Diagnostic plomb - Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb,
- ✓ NF X 46-031 : Diagnostic plomb - Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb
- ✓ NF X46-032 : Diagnostic plomb – Méthodologie de mesure du plomb dans les poussières au sol

### A 1.3.4 Guides et recommandations

- ✓ INRS – ED 6374 – Intervention sur les peintures contenant du plomb

## A 1.4 Réglementation diverse

- ✓ Arrêté du 27 décembre 2016 - (DT / DICT) - cet arrêté rend le guide d'application anti-endommagement des réseaux réglementaires, guide annoncé au R.554-29 du code de l'environnement
- ✓ INRS – ED 828 (août 2018) : principales vérifications périodiques

## **ANNEXE 2      LISTE DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES ET NORMATIFS** **APPLICABLES AUX RAPPORTS DE REPÉRAGES AMIANTE**



### A 2.1 Loi et décrets

- ✓ Loi El Khomeri (ou Loi Travail - août 2016) : L'article 113 de la loi crée l'article L.4412-2 sur le repérage avant travaux en matière d'amiante - voir II.-1° de cet article 113. Les modalités d'application seront précisées par voie réglementaire (notamment par modification de l'article R.4412-97).
- ✓ Décret du 9 mai 2017 - Repérage de l'amiante avant toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante, décret modifiant le R.4412-97 du Code du travail
- ✓ Décret du 3 juin 2011 : Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

### A 2.2 Arrêtés, circulaires et note de la DGT

- ✓ Arrêté du 24 décembre 2021 - critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification (pour donner suite à annulation par le Conseil d'État de l'arrêté du 2 juillet 2018)
- ✓ Arrêté du 22 juillet 2021 - 5/6 - INSTALLATIONS INDUSTRIELLES - relatif au repérage de l'Amiante avant dans les opérations réalisées CERTAINES installations, structures OU à la concourant ou à la Réalisation d'Équipements mise en œuvre d'une activité - applicables en juillet 2023
- ✓ Arrêté du 23 janvier 2020-2/6 - Repérages dans les IMMEUBLES BATIS - modifie l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'Amiante avant CERTAINES les opérations réalisées dans bâtis Immeubles – pour rendre obligatoire la certification de compétence avec mention à partir du 1er juillet 2020 pour les repérages avant travaux dans les immeubles bâtis
- ✓ Arrêté du 13 novembre 2019 - 3/6 - Matériels FERROVIAIRES - relatifs au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les matériels roulants ferroviaires
- ✓ Arrêté du 8 novembre 2019 - Compétences des opérateurs de repérage (...) et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis
- ✓ Arrêté du 1er octobre 2019 - LABO - relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses
- ✓ Conseil d'État (Décision n° 433284 du 27 août 2019) - L'exécution des articles 4 et 13 l'arrêté interministériel du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.
- ✓ Arrêté du 16 juillet 2019 - 2/6 - IMMEUBLES BÂTIS - (SUSPENDU partiellement par décision du Conseil d'État en août 2019 - Repérages avant travaux - relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis
- ✓ Arrêté du 25 mars 2019 - modifie l'arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
- ✓ Arrêté du 1er juin 2015 : Modalités de transmission au préfet des rapports de repérage des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante
- ✓ Arrêté du 26 juin 2013 : Repérage des matériaux et produits de la liste A et B (modifications des arrêtés du 12 décembre 2012)
- ✓ Arrêté du 26 juin 2013 : Repérage des matériaux et produits de la liste C et contenu du rapport de repérage
- ✓ Arrêté du 21 décembre 2012 : Relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « DTA »
- ✓ Arrêté du 12 décembre 2012 : Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A
- ✓ Arrêté du 12 décembre 2012 : Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B
- ✓ Arrêté du 19 août 2011 : Modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis
- ✓ Arrêté du 21 novembre 2006 : Critères de certification des compétences des personnes physiques, opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- ✓ DGT (février 2022) - Code CSP - Questions/réponses sur la réglementation amiante (Code de la santé publique)
- ✓ DGT (novembre 2013) : Guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux (présence d'amiante et d'HAP)
- ✓ Circulaire ministérielle (15 mai 2013) : Instruction sur la gestion du risque sanitaire lié à l'amiante dans le cas de travaux sur les enrobés amiantés du réseau routier national non concédé

### A 2.3 Normes

- ✓ NF X46-020 : Diagnostic amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologies.

- ✓ FD X46-041 - Fascicule d'interprétation de la norme NF X 46-020 - Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie
- ✓ NF X 46-100 - Repérage avant travaux - Installations - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou à la mise en œuvre d'une activité - Mission et méthodologie
- ✓ NF X46-102 - Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers - Mission et méthodologie

#### A 2.4 Divers

- ✓ INRS – ED 1475 - Amiante : les produits, les fournisseurs

## **ANNEXE 3      LISTE DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES ET NORMATIFS** **APPLICABLES AUX RAPPORTS DE REPÉRAGES PLOMB**

### A 3.1 Arrêtés, circulaires et note de la DGT

- ✓ Arrêté du 19 août 2011 relatif au Constat des Risques d'Exposition au Plomb (CREP) ;
- ✓ Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic de risque d'intoxication par le plomb des peintures (DRIPP),

### A 3.2 Normes

- ✓ NF X 46-035 : Repérage de plomb avant travaux
- ✓ NF X 46-030 : Diagnostic plomb - Protocole de réalisation du constat de risque d'exposition au plomb,
- ✓ NF X 46-031 : Diagnostic plomb - Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb
- ✓ NF X46-032 : Diagnostic plomb – Méthodologie de mesure du plomb dans les poussières au sol



## **ANNEXE 4      RAPPORT GÉORISQUES**

# GÉORISQUES

## Rapport de risques

### Adresse recherchée :

33 Rue Saint-Leu, 80000  
Amiens (parcelle : 000-XC-  
0206)





Ce rapport de risques est délivré à titre informatif.  
Il a pour but de vous montrer une vision simplifiée des risques naturels et technologiques situés près de chez vous.

Vous pouvez consulter nos conditions d'utilisation sur :  
[georisques.gouv.fr/cgu](https://georisques.gouv.fr/cgu)

## 5 Risques naturels identifiés :

 <b>INONDATION</b>	à mon adresse : <b>EXISTANT</b>	sur ma commune : <b>EXISTANT</b>
 <b>REMONTÉE DE NAPPE</b>	à mon adresse : <b>EXISTANT</b>	sur ma commune : <b>EXISTANT</b>
 <b>SÉISME</b>	à mon adresse : <b>FAIBLE</b>	sur ma commune : <b>FAIBLE</b>
 <b>RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES</b>	à mon adresse : <b>PAS DE RISQUE CONNU</b>	sur ma commune : <b>MODÉRÉ</b>
 <b>RADON</b>	à mon adresse : <b>FAIBLE</b>	sur ma commune : <b>FAIBLE</b>

## 3 Risques technologiques identifiés :

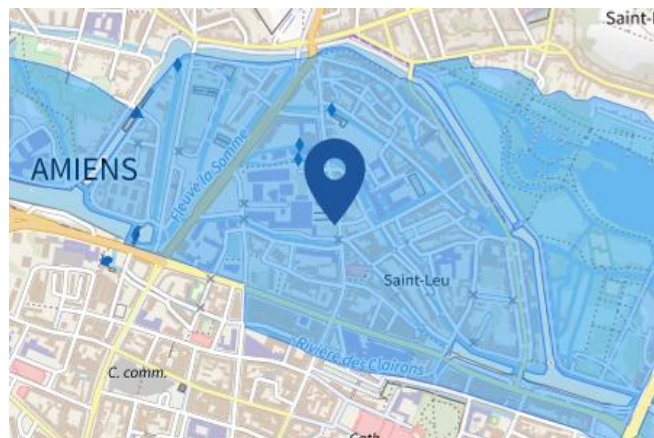
 <b>INSTALLATIONS INDUSTRIELLES CLASSÉES (ICPE)</b>	à mon adresse : <b>NON CONCERNÉ</b>	sur ma commune : <b>CONCERNÉ</b>
 <b>CANALISATIONS DE TRANSPORT DE MATIÈRES DANGEREUSES</b>	à mon adresse : <b>PAS DE RISQUE CONNU</b>	sur ma commune : <b>CONCERNÉ</b>
 <b>POLLUTION DES SOLS</b>	à mon adresse : <b>CONCERNÉ</b>	sur ma commune : <b>CONCERNÉ</b>

# Risque d'inondation près de chez moi

Risque à mon adresse **EXISTANT**

Risque sur la commune **EXISTANT**

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau.



 Zone à risque entraînant une servitude d'utilité publique

## Informations détaillées :

### PPRN : PPRI vallée de la Somme (2012)

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) de type Inondation nommé PPRI vallée de la Somme (2012) a été approuvé et affecte votre bien.

Date de prescription : 25/04/2001

Date d'approbation : 02/08/2012

Le PPR couvre les aléas suivant :

[Inondation](#)

[Par ruissellement et coulée de boue](#)

[Par remontées de nappes naturelles](#)

Le plan de prévention des risques est un document réalisé par l'État qui interdit de construire dans les zones les plus exposées et encadre les constructions dans les autres zones exposées.

Pour avoir tous les détails sur votre PPR, vous pouvez consulter le site de votre préfecture.

### AZI : AZI de l'Avre en aval de Contoire

L'atlas des zones inondables (AZI) vise à faciliter la connaissance des risques d'inondations par les collectivités territoriales, les services de l'État et le public.



# Risque d'inondation près de chez moi

## PAPI : Vallée de la Somme

Votre commune bénéficie d'un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) dont l'identifiant est 80DREAL20150001.

Il couvre les aléas et sous aléas :

[Inondation](#)

[Par une crue à débordement lent de cours d'eau](#)

[Par ruissellement et coulée de boue](#)

[Par remontées de nappes naturelles](#)

Ce programme vise à réduire les conséquences des inondations sur les personnes et les biens. Un PAPI peut ouvrir droit à des subventions au profit des habitants et les petites entreprises, pour les aides à réaliser des travaux de réduction de la vulnérabilité de leur habitation ou de leur bâtiment.

## DDRM : DDRM80

Dans son Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), la préfecture a classé votre commune à risque pour les aléas et sous aléas :

[Inondation](#)

[Par ruissellement et coulée de boue](#)

[Par remontées de nappes naturelles](#)

## 8 inondations classées en catastrophe naturelle dans ma commune :

Une CATNAT est une Catastrophe Naturelle, liée à un phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables. Lorsqu'une catastrophe naturelle frappe un territoire, on dit que "le territoire est en état de catastrophe naturelle".

Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
INTE1731318A	Inondations et/ou Coulées de Boue	02/06/2017	15/12/2017
INTE0100225A	Inondations et/ou Coulées de Boue	01/01/2001	27/04/2001
INTE0100225A	Inondations et/ou Coulées de Boue	03/12/2000	27/04/2001
INTE9900627A	Inondations et/ou Coulées de Boue	25/12/1999	30/12/1999
INTE9400220A	Inondations et/ou Coulées de Boue	15/12/1993	10/06/1994
INTE9300372A	Inondations et/ou Coulées de Boue	20/07/1992	03/09/1993
EOA880100A	Inondations et/ou Coulées de Boue	01/01/1988	14/01/1989
NOR19831005	Inondations et/ou Coulées de Boue	23/07/1983	08/10/1983

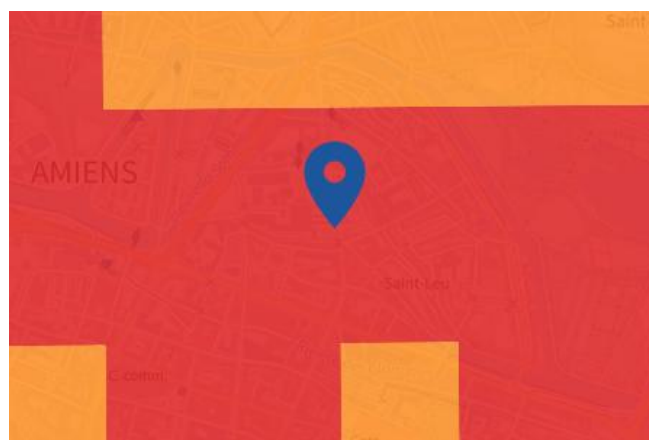
# Risque de remontées de nappe près de chez moi

Risque à mon adresse **EXISTANT**

Risque sur la commune **EXISTANT**

Une inondation par remontée de nappe se produit lorsque la nappe phréatique (le réservoir d'eau souterrain) sature le sol et remonte à la surface, souvent après des pluies prolongées ou des crues.

Les remontées de nappes peuvent provoquer l'inondation de caves et engendrer l'endommagement du bâti, notamment du fait d'infiltrations dans les murs. A long terme, des infiltrations dans les murs peuvent désagréger les mortiers. Il faut être très prudent lors des opérations de pompage lorsque des caves ont été inondées afin de ne pas fragiliser les murs à cause d'une différence de pression exercée par l'eau.



Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe fiabilité FORTE	Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave fiabilité FORTE	Pas de débordement de nappe ni d'inondations de cave fiabilité FORTE
Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe fiabilité MOYENNE	Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave fiabilité MOYENNE	Pas de débordement de nappe ni d'inondations de cave fiabilité MOYENNE
Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe fiabilité FAIBLE	Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave fiabilité FAIBLE	Pas de débordement de nappe ni d'inondations de cave fiabilité FAIBLE
Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe fiabilité INCONNUE	Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave fiabilité INCONNUE	Pas de débordement de nappe ni d'inondations de cave fiabilité INCONNUE

## Informations détaillées :

### REMONTÉE DE NAPPES :

Votre niveau d'exposition aux remontées de nappes est : Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe.

L'indication de fiabilité associé à votre zone est : MOYENNE

### PAPI : Vallée de la Somme

Votre commune bénéficie d'un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) dont l'identifiant est 80DREAL20150001.

Il couvre les aléas et sous aléas :

[Inondation](#)

[Par une crue à débordement lent de cours d'eau](#)

[Par ruissellement et coulée de boue](#)

[Par remontées de nappes naturelles](#)

Ce programme vise à réduire les conséquences des inondations sur les personnes et les biens. Un PAPI peut ouvrir droit à des subventions au profit des habitants et les petites entreprises, pour les aides à réaliser des travaux de réduction de la vulnérabilité de leur habitation ou de leur bâtiment.

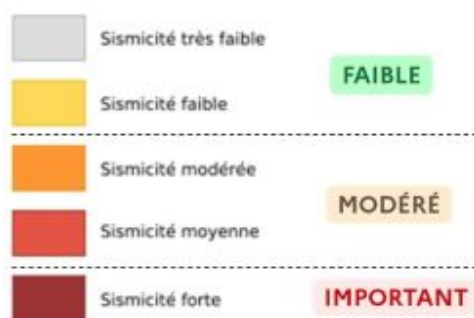
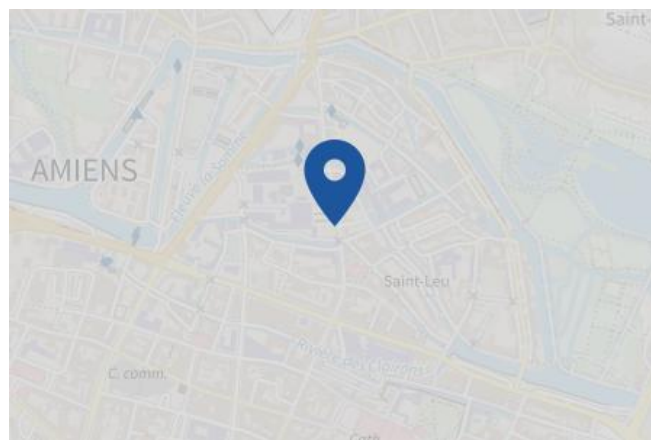
# Risque de séisme près de chez moi

Risque à mon adresse **FAIBLE**

Risque sur la commune **FAIBLE**

Les tremblements de terre naissent généralement dans les profondeurs de l'écorce terrestre et causent des secousses plus ou moins violentes à la surface du sol. Généralement engendrés par la reprise d'un mouvement tectonique le long d'une faille, ils peuvent avoir pour conséquence d'autres phénomènes : mouvements de terrain, raz de marée, liquéfaction des sols (perte de portance), effet hydrologique.

Certains sites, en fonction de leur relief et de la nature du sol, peuvent amplifier les mouvements créés par le séisme. On parle alors d'effet de site. On caractérise un séisme par sa magnitude (énergie libérée) et son intensité (effets observés ou ressentis par l'homme, ampleurs des dégâts aux constructions).



## Informations détaillées :

### SÉISME : Échelle règlementaire et obligations associées

Sur l'échelle règlementaire, à votre adresse, le risque sismique est de **1/5**.

Pour votre sécurité, à partir d'un risque de niveau 2, des obligations en cas de travaux ou de construction sont liées à prévenir votre risque sismique. Vous pouvez les consulter sur cette fiche.

# Risque de retrait gonflement des argiles près de chez moi

Risque à mon adresse **PAS DE RISQUE CONNU**

Risque sur la commune **MODÉRÉ**

Les sols qui contiennent de l'argile gonflent en présence d'eau (saison des pluies) et se tassent en saison sèche. Ces mouvements de gonflement et de rétractation du sol peuvent endommager les bâtiments (fissuration). Les maisons individuelles qui n'ont pas été conçues pour résister aux mouvements des sols argileux peuvent être significativement endommagées. C'est pourquoi le phénomène de retrait et de gonflement des argiles est considéré comme un risque naturel. Le changement climatique, avec l'aggravation des périodes de sécheresse, augmente ce risque.



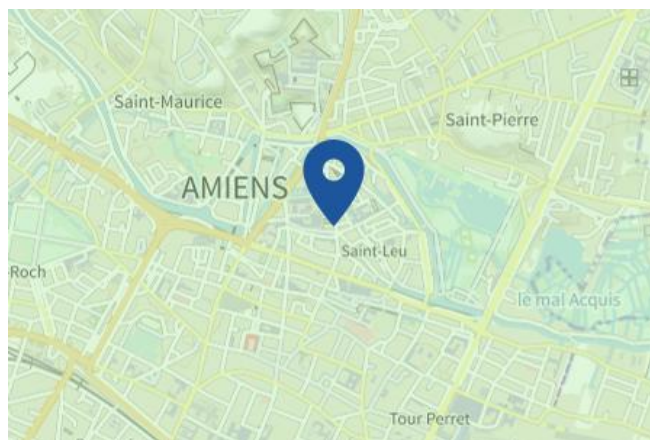


# Risque radon près de chez moi

Risque à mon adresse **FAIBLE**

Risque sur la commune **FAIBLE**

Le radon est un gaz radioactif naturel. Il est présent dans le sol, l'air et l'eau. Il présente principalement un risque sanitaire pour l'homme lorsqu'il s'accumule dans les bâtiments.



## Informations détaillées :

### **RADON : Potentiel radon faible : recommandations et obligations**

Sur l'échelle réglementaire dans votre commune, le potentiel radon est de **1/3**.

Pour votre sécurité, lorsque le potentiel radon est élevé (niveau 3), il existe des recommandations et une obligation d'informer les acquéreurs ou locataires. Vous pouvez les consulter sur cette fiche.

# Risque lié aux installations industrielles classées (ICPE) près de chez moi

Risque à mon adresse **NON CONCERNÉ**

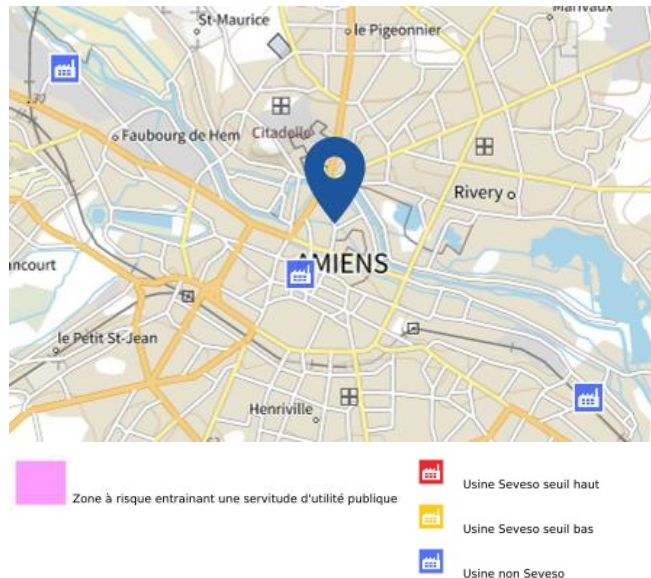
Risque sur la commune **CONCERNÉ**

Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont les exploitations industrielles ou agricoles susceptibles de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains.

Les établissements Seveso stockent ou manipulent des quantités importantes de substances et mélanges dangereux.

Les établissements Seveso seuil haut stockent plus de substances et mélanges dangereux que les établissements Seveso seuil bas.

Les établissements relevant des rubriques 4XXX sont des établissements qui stockent ou manipulent des substances et mélanges dangereux et sont autorisés ou enregistrés pour cette activité.



## Informations détaillées :

### DDRM : **DDRM80**

Dans son Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), la préfecture a classé votre commune à risque pour les aléas et sous aléas :

[Risque industriel](#)  
[Effet thermique](#)  
[Effet de surpression](#)  
[Effet toxique](#)

# Canalisations de transport de matières dangereuses près de chez moi

Risque à mon adresse **PAS DE RISQUE CONNU**

Risque sur la commune **CONCERNÉ**

Les canalisations sont fixes et protégées. En général, elles sont enterrées à au moins 80 cm de profondeur. Les canalisations sont utilisées pour le transport sur grandes distances du gaz naturel (gazoducs), des hydrocarbures liquides ou liquéfiés (oléoducs, pipelines), de certains produits chimiques (éthylène, propylène...) et de la saumure (saumoduc).

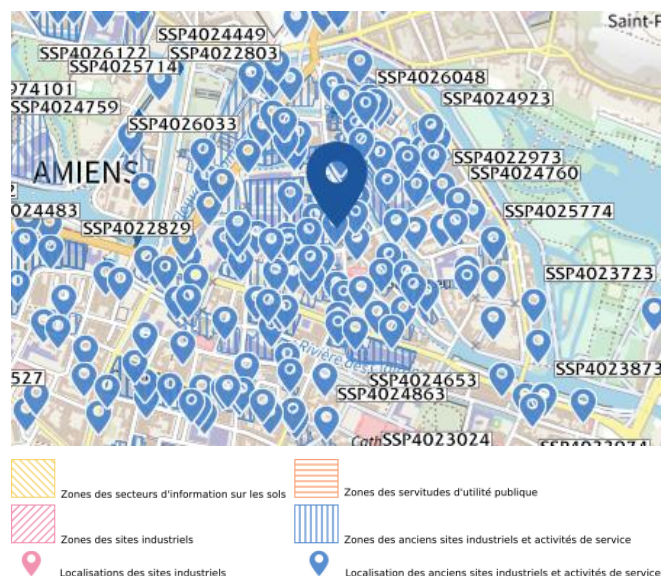


# Risque de pollution des sols près de chez moi

Risque à mon adresse **CONCERNÉ**

Risque sur la commune **CONCERNÉ**

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.



Liste des sites pollués ou potentiellement pollués recensés dans un rayon de 250m en annexe 1.

Liste des anciens sites industriels ou activités de service recensés dans un rayon de 500m en annexe 2.

## Annexe 1 : Liste des sites pollués ou potentiellement pollués recensés dans un rayon de 250m

Les tableaux ci-dessous répertorient les sites pollués ou potentiellement pollués ainsi que les anciens sites industriels ou activités de service (base de données CASIAS) sur votre commune.

1 sites pollués ou potentiellement pollués à moins de 250m

Identifiant	Nom établissement	Statut instruction
SSP000036501	Ets Germain Benoît - Benoît et Co	Clôturée



## Annexe 2 : Liste des anciens sites industriels ou activités de service recensés dans un rayon de 500m

142 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500m

Identifiant	Nom établissement	Etat	Activité principale
SSP4026320	Usine Massoulle	Indéterminé	
SSP4026295		Indéterminé	
SSP4026291		Indéterminé	
SSP4026290		Indéterminé	
SSP4026286		Indéterminé	
SSP4026277		Indéterminé	
SSP4026122	Teinturerie	En arrêt	
SSP4026049		Indéterminé	
SSP4026048		En arrêt	
SSP4026033		En arrêt	
SSP4025833		En arrêt	
SSP4025814		En arrêt	
SSP4025812	serrurerie	En arrêt	
SSP4025790		En arrêt	
SSP4025782		En arrêt	
SSP4025775		Indéterminé	
SSP4025774		En arrêt	
SSP4025773		En arrêt	
SSP4025767	Serrurerie, construction	En arrêt	
SSP4025766		En arrêt	
SSP4025752		Indéterminé	
SSP4025730		En arrêt	
SSP4025593		En arrêt	
SSP4025299		En arrêt	
SSP4025297	Station Centrale d'Électricité d'Amiens	En arrêt	
SSP4025286		En arrêt	
SSP4025272		En arrêt	
SSP4025269		En arrêt	
SSP4025260		Indéterminé	
SSP4025259		En arrêt	
SSP4025255	Teintures et apprêts Delahaye-Dupuis	Indéterminé	
SSP4025251		En arrêt	
SSP4024991		En arrêt	
SSP4024984		En arrêt	
SSP4024943		En arrêt	
SSP4024930		Indéterminé	
SSP4024923	Manufacture de Montures en Acier pour	En arrêt	
SSP4024863		En arrêt	

Identifiant	Nom établissement	Etat	Activité principale
SSP4024844		En arrêt	
SSP4024839		Indéterminé	
SSP4024779	Teinturerie, impression et filature	Indéterminé	
SSP4024774	Mécanique industrielle	En arrêt	
SSP4024767		En arrêt	
SSP4024761	Tannerie	Indéterminé	
SSP4024760		En arrêt	
SSP4024759	Fonderie de Fonte et de cuivre	Indéterminé	
SSP4024758		En arrêt	
SSP4024653		En arrêt	
SSP4024634		Indéterminé	
SSP4024631	Fabrique d'allumettes chimiques	Indéterminé	
SSP4024563		Indéterminé	
SSP4024559	Fabiquant et négociant d'huiles	En arrêt	
SSP4024558		En arrêt	
SSP4024554		Indéterminé	
SSP4024552		En arrêt	
SSP4024550		En arrêt	
SSP4024549		En arrêt	
SSP4024548	Manufacture de colles et Gélatines	En arrêt	
SSP4024547	Serrurerie, coutellerie	En arrêt	
SSP4024546	Teinturerie et Apprêts	En arrêt	
SSP4024544		Indéterminé	
SSP4024538	Corroierie et tannage des peaux	En arrêt	
SSP4024537	Epuration d'huiles (végétales)	En arrêt	
SSP4024524		En arrêt	
SSP4024520		En arrêt	
SSP4024499	Mécanique industrielle	En arrêt	
SSP4024491		En arrêt	
SSP4024485		En arrêt	
SSP4024478		En arrêt	
SSP4024473		En arrêt	
SSP4024459	corroierie	Indéterminé	
SSP4024456		Indéterminé	
SSP4024452	Teinturerie	En arrêt	
SSP4024449	Teinturerie	Indéterminé	
SSP4024161	Vitaneuf	En arrêt	
SSP4024141		En arrêt	
SSP4024032	Garage de la Veillère, station service	En arrêt	
SSP4023920	Grand Moulins de Picardie	Indéterminé	
SSP4023872		Indéterminé	
SSP4023866	Fabrique de Coutellerie	En arrêt	
SSP4023853		En arrêt	
SSP4023852	Forge	En arrêt	
SSP4023843	Usine de teinturerie anc. Sté	Indéterminé	

Identifiant	Nom établissement	Etat	Activité principale
SSP4023805	Teinturerie	En arrêt	
SSP4023723		Indéterminé	
SSP4023239		Indéterminé	
SSP4023073	Mécanique industrielle	En arrêt	
SSP4023067		Indéterminé	
SSP4023063		Indéterminé	
SSP4023036	Garage de la Citadelle	Indéterminé	
SSP4023024		Indéterminé	
SSP4023010	Garage	En arrêt	
SSP4023009		En arrêt	
SSP4022993		Indéterminé	
SSP4022985		En arrêt	
SSP4022983		En arrêt	
SSP4022979	Construction mécanique	En arrêt	
SSP4022973		En arrêt	
SSP4022957		En arrêt	
SSP4022955	Savonnerie	En arrêt	
SSP4022954	Fonderie	En arrêt	
SSP4022931		En arrêt	
SSP4022921		En arrêt	
SSP4022917	Teinturier- dégraisseur	Indéterminé	
SSP4022916		Indéterminé	
SSP4022915	Tannerie	Indéterminé	
SSP4022914	Tannerie	Indéterminé	
SSP4022884		En arrêt	
SSP4022873	Dépôt de liquides inflammables	Indéterminé	
SSP4022872	Tannerie	En arrêt	
SSP4022863		En arrêt	
SSP4022854	Savonnerie	Indéterminé	
SSP4022829		En arrêt	
SSP4022823		En arrêt	
SSP4022821		En arrêt	
SSP4022820		En arrêt	
SSP4022819	Maison Chevalier	En arrêt	
SSP4022817		Indéterminé	
SSP4022814	Elephant Bleu (ex. Garage TOTAL)	En arrêt	
SSP4022807	Sté Central Press Eco SARL	En arrêt	
SSP4022805	Teinturerie	Indéterminé	
SSP4022803	Teinturerie	Indéterminé	
SSP4022798		Indéterminé	
SSP4022793		En arrêt	
SSP4022792		Indéterminé	
SSP4022788		En arrêt	
SSP4022786	Dépôt de peaux sèches	Indéterminé	
SSP4022745	Garage WOLKSWAGEN avec station	En arrêt	

Identifiant	Nom établissement	Etat	Activité principale
SSP4022738	Teinturerie Pressing Vogel	En arrêt	
SSP4022728	Teinturerie	En arrêt	
SSP4022726		En arrêt	
SSP4022722	Teinturerie	Indéterminé	
SSP4022713		Indéterminé	
SSP4022704		En arrêt	
SSP4022698		Indéterminé	
SSP4022696	Teinturerie	Indéterminé	
SSP4022695		En arrêt	
SSP4022688		En arrêt	
SSP4022686		Indéterminé	
SSP4022655		En arrêt	
SSP663497	LEGUICHARD	En arrêt	
SSP663440	BENOIT ET CIE	En arrêt	







RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



QUE FAIRE  
EN CAS D'...

Premier risque naturel en France, les  
inondations concernent une très grande  
majorité des territoires français.

# INONDATION ?

## Avant une inondation

- **RENSEIGNEZ-VOUS** auprès de la **mairie** sur le type d'inondation qui vous concerne et les mesures de protection (lieux d'hébergement en cas d'évacuation, etc.)
- **FAITES RÉALISER** un **diagnostic** de vulnérabilité de votre maison
- **PRÉPAREZ** votre **kit d'urgence 72 heures** avec les objets et articles essentiels
- **PRÉVOYEZ** les **dispositifs de protection à installer** : sacs de sable, barrières amovibles (batardeaux) et le matériel pour surélever les meubles
- **AMÉNAGEZ** une **zone refuge** à l'étage, avec une ouverture permettant l'évacuation **OU IDENTIFIEZ** un lieu à proximité pour vous réfugier

## Quand une inondation est annoncée et que l'eau monte

- **ÉLOIGNEZ-VOUS** des cours d'eau, des berges et des ponts
- **REPORTEZ** tous vos déplacements, que ce soit à pied ou en voiture
- **N'ALLEZ PAS CHERCHER** vos enfants à l'école ou à la crèche : ils y sont en sécurité
- **INFORMEZ-VOUS** sur les sites Météo-France et Vigicrues
- **INSTALLEZ** les dispositifs de protection, sans vous mettre en danger, et placez en hauteur les produits polluants
- **COUPEZ**, si possible, les réseaux de gaz, d'électricité et de chauffage
- **RÉFUGIEZ-VOUS** dans un bâtiment, en hauteur ou à l'étage, avec le kit d'urgence 72 heures
- **NE DESCENDEZ PAS** dans les sous-sols ou les parkings souterrains

## Pendant toute la durée de l'inondation



**NE PRENEZ PAS VOTRE VOITURE**, 30 cm d'eau suffisent à emporter une voiture



**ÉVITEZ DE TÉLÉPHONER** afin de laisser les réseaux disponibles pour les secours



**RESTEZ À L'ABRI**, n'évacuez votre domicile que sur ordre des autorités



**RESTEZ À L'ÉCOUTE** des consignes des autorités

**POUR EN SAVOIR PLUS :** [georisques.gouv.fr](http://georisques.gouv.fr)





RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



QUE FAIRE  
EN CAS DE...

Le séisme est le risque naturel majeur potentiellement le plus meurtrier, tant par ses effets directs (chutes d'objets et effondrement de bâtiments) qu'indirects (mouvements de terrain, tsunami, etc.).

# SÉISME ?

## Avant les secousses, préparez-vous

- **REPÉREZ les endroits où vous protéger :**  
loin des fenêtres, sous un meuble solide
- **FIXEZ les appareils et meubles lourds**  
pour éviter qu'ils ne soient projetés ou renversés
- **PRÉPAREZ VOTRE KIT D'URGENCE 72H**  
avec les objets et articles essentiels
- **FAITES RÉALISER UN DIAGNOSTIC de vulnérabilité** de votre bâtiment



## Pendant les secousses

- **ABRITEZ-VOUS PRÈS D'UN MUR**, d'une structure porteuse ou sous des meubles solides
- **ELOIGNEZ-VOUS DES FENÊTRES** pour éviter les bris de verre
- Si vous êtes en rez-de-chaussée ou à proximité d'une sortie, **ÉLOIGNEZ-VOUS DU BÂTIMENT**
- **NE RESTEZ PAS PRÈS DES LIGNES ÉLECTRIQUES** ou d'ouvrages qui pourraient s'effondrer (ponts, corniches, ...)
- **EN VOITURE, NE SORTEZ PAS** et arrêtez-vous à distance des bâtiments
- **RESTEZ ATTENTIF :** après une première secousse, il peut y avoir des répliques



## Après les secousses



**SORTEZ DU BÂTIMENT**, évacuez par les escaliers et éloignez-vous de ce qui pourrait s'effondrer



**ELOIGNEZ-VOUS DES CÔTES** et rejoignez les hauteurs : un séisme peut provoquer un tsunami



**ÉVITEZ DE TÉLÉPHONER** afin de laisser les réseaux disponibles pour les secours



**RESTEZ À L'ÉCOUTE** des consignes des autorités

**POUR EN SAVOIR PLUS :** [georisques.gouv.fr](http://georisques.gouv.fr)



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



QUE FAIRE  
EN CAS D'...

Un accident industriel peut exposer la population et l'environnement à des effets thermiques, toxiques ou de surpression, jusqu'à plusieurs dizaines de kilomètres du lieu de l'accident.

# ACCIDENT INDUSTRIEL ?

Si vous vivez dans une zone à risques industriels majeurs

- **DEMANDEZ À VOTRE MAIRIE** les brochures d'information éditées par l'industriel en lien avec la **préfecture** : elles informent sur les signaux d'alerte et indiquent la conduite à tenir
- **IDENTIFIEZ LE SIGNAL NATIONAL D'ALERTE** pour le reconnaître en cas d'événement
- **PRÉPAREZ VOTRE KIT D'URGENCE 72h** et munissez-vous de gros scotch

Alerte



Fin d'alerte



En cas d'accident industriel, dès que vous entendez le signal sonore d'alerte

- **METTEZ-VOUS À L'ABRI** dans un bâtiment en dur, fermez portes et fenêtres
- **ELOIGNEZ-VOUS DES FENÊTRES** afin de vous protéger des éclats de verre éventuels
- **CALFEUTREZ AVEC LE GROS SCOTCH LES OUVERTURES ET LES AÉRATIONS**, arrêtez la ventilation et la climatisation
- **EN CAS DE GÊNE RESPIRATOIRE** respirez à travers un linge humide
- **SI VOUS ÊTES DANS VOTRE VÉHICULE**, gagnez un bâtiment le plus rapidement possible
- **N'ALLEZ PAS CHERCHER VOS ENFANTS**, ils sont pris en charge par les équipes pédagogiques ou les secours



Jusqu'à la fin de l'alerte



**RESTEZ À L'ÉCOUTE**  
des consignes des autorités



**ÉVITEZ DE TÉLÉPHONER**  
afin de laisser les réseaux disponibles pour les secours



**RESTEZ À L'ABRI**,  
n'évacuez votre domicile que sur ordre des autorités



**NE FUMEZ PAS**,  
évitiez toute flamme ou étincelle

